

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA 27E RÉGION

21 juin 2021

Mot d'introduction par Stéphane Vincent, Délégué général de La 27e Région

L'année passée n'a pas été facile pour La 27e Région, même si nous sommes assez résilients comparé à beaucoup d'autres organisations. Nous avons dû mettre fin au projet des Halles civiques (liquidation judiciaire) et nous avons déménagé à [Oasis 21](#). Le télétravail n'a pas trop impacté l'équipe, mais nous sommes allés beaucoup moins en immersion sur le terrain, ce qui a toujours été la source de nos projets et inspirations. Nous sommes un peu en sous-régime en termes d'activités, car nous subissons le décalage lié à la crise sanitaire.

La pandémie nous a fait prendre conscience encore plus que le positionnement de La 27e Région avait muté. Nous avons aussi gagné en reconnaissance et en légitimité. Nous nous intéressons plus que jamais à la transformation publique, mais nous sommes entrés dans une nouvelle ère, évoluant de la culture de l'innovation et de la co-conception à des questions d'innovation dans les enjeux de gouvernance et de pouvoir. La crise nous a poussé vers des sujets plus engagés, plus systémiques le besoin de rediriger de l'action publique vers des enjeux plus forts en matière de justice sociale et de lutte contre le changement climatique.

Quelques uns des mots-clés 2020 pour la 27e Région : nouveaux modèles, nouvelle théorie du changement, nouveau contrat écologique et sociale, la transformation publique au service de la transition écologique et sociale...

Pour la suite, nous voyons les pièces du puzzle s'assembler entre design, labos d'innovation, communs, comptabilités écologiques et sociales ..., avec toujours le souhait de garder une avance de phase, sur les sujets et la manière de les aborder.

Pour plus de détails sur nos actions en 2020, lire notre [rapport d'activité 2020](#).

Petites actus et inspirations glanées chez les participant.e.s à l'AG

Quelques actions et productions de nos adhérent.e.s :

Une [étude de l'Institut Paris Région](#) sur l'impact de la crise covid sur les Franciliens et la manière dont ils l'ont vécu, et un zoom sur la profonde [transformation du modèle économique francilien](#) que cela implique.

La Ville d'Ivry-sur-Seine mène actuellement plusieurs projets de sciences participatives, notamment sur la marchabilité des personnes âgées afin d'améliorer leur participation et sur la perception visuelle dans la ville chez les personnes porteuses de troubles autistiques.

Le Département du Puy de Dôme s'engage dans [une nouvelle démarche de transition écologique](#) autour de six thématiques transversales et avec un nouveau cadre d'organisation et d'action pour porter ces projets.

Le Département de Gironde participe à La [7e cousinade territoriale](#) dédiée aux inspirations du vivant pour des coopérations territoriales vivantes, fertiles et régénératives.

Le Département du Val d'Oise et l'incubateur de projets ESS Antropia ont lancé le [programme Implantation 95 pour accompagner des entreprises solidaires à expérimenter et développer leur activité](#) dans les domaines de compétence du Département (autonomie, jeunesse ...)

Le Département de l'Isère travaille autour de l'accueil des élu.e.s et de la Stratégie Air Climat Energie, notamment avec une formation sur l'animation de la [fresque du climat](#).

La Région Occitanie porte un projet de R&D Sociale qui vise à mobiliser les chercheurs de la région sur deux projets portant sur les ressorts de l'engagement citoyen et sur la promotion du zéro déchet, avec la conduite d'expérimentations d'ici l'été 2022.

Le TiLab, labo mutualisé entre l'Etat et la Région en Bretagne, travaille notamment sur le [numérique éthique et l'accès aux droits](#) et s'attaque aux "services publics sans coutures".

Dans le cadre du plan de relance, la DITP a fléché 8 millions d'euros notamment pour [financer les projets d'innovation territoriale](#). Parallèlement, dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert, elle contribue activement à bâtir le [plan d'action "Gouvernement ouvert"](#) pour rendre l'action publique plus transparente et participative.

Quelques rencontres et projets inspirants :

[La Preuve par 7](#), une démarche expérimentale d'urbanisme et d'architecture initiée par Patrick Bouchain qui accompagne des porteurs de projets urbains, d'équipements, d'habitat, en cours de développement à travers la France, à 7 échelles territoriales, de l'équipement au territoire métropolitain.

[Fréquence commune](#), la coopérative des communes participatives qui soutient les élu.e.s et les habitant.e.s qui réinventent la démocratie locale.

Le [Forum pour l'avenir franco-allemand](#) est une dynamique franco-allemande en faveur de la transformation de nos territoires et de nos sociétés, s'appuyant sur les expériences locales et la capacité d'innovation des acteurs. Il travaille actuellement autour de deux thématiques : la transition écologique et la résilience économique et sociale.

Le projet [Learning Planet](#) porté par le CRI et l'UNESCO, visant à "bâtir une planète apprenante" en soutenant "des solutions éducatives et pédagogiques innovantes tournées vers des futurs souhaitables, assurant le bien-être et l'épanouissement de soi, des autres, et de la planète".

Les 3e [rencontres de l'alimentation durable](#) qui se sont tenues au premier trimestre, à l'initiative de la Fondation Carasso.

Revue des principaux programmes en cours

Groupe 1 : LIEUX COMMUNS

[LIEUX COMMUNS](#) s'inscrit dans le cadre du programme TIGA (Territoire d'Innovation Grande Ambition") porté par la Région Ile-de-France, et vise à tester et accompagner des mécanismes de partenariat public-communs comme leviers de réactivation et de convivialité des quartiers et des centres de villes moyennes, sur 3 territoires pilotes franciliens (1er territoire : Sevran). Le premier terrain, à Sevran, est un territoire à forte densité de logements sociaux. Il s'agit de penser collectivement l'aménagement, la programmation et le fonctionnement du local collectif résidentiel d'une résidence sociale (bailleur Vilogia), notamment en lien avec des problématiques de vieillissement et d'autonomie. Le pari est de créer un tiers-lieu inclusif, intergénérationnel, et d'inventer de nouvelles coopérations entre acteurs publics, habitant.e.s, associations, entreprises locales.

LIEUX COMMUNS étant l'occasion de repenser les relations entre différents acteurs à l'échelle d'une ville, il bouscule les postures et pratiques de pouvoir (à travers le partage d'espaces, la gestion en commun) et demande une certaine maturité de la part des collectivités partenaires. Deux terrains sont encore à trouver.

Questions :

Quelle méthode ? Avec quelles compétences ?

Sur Sevran, démarrage il y a un mois, avec Aurélie, Roddy, Suzanne et Nadège (donc compétences direction de projet / politiques publiques / design), et une équipe élargie avec le bailleur, la Ville et l'EPT-Paris Terre d'Envol. On a démarré une phase d'enquête jusqu'à l'automne avec pour enjeu d'identifier et de construire un collectif de futurs acteurs du lieu, et de travailler avec ce collectif sur les questions de fonctionnement, de gestion et d'animation en commun d'un lieu (ex de question basique à se poser : qui aura les clefs du lieu ?), avec des temps d'inspirations, de rencontres-visites et de travail. En 2022 : phase d'expérimentation hors les lieux car le lieu sera en travaux, mais tests pour mettre en place un début de gouvernance, de programmation, de règles de fonctionnement, en vue de l'ouverture du lieu prévue fin 2022- début 2023.

Comment faire le lien entre le bailleur et la ville, qui peuvent avoir des intérêts différents ?

Les deux acteurs partent du même constat et des mêmes difficultés de gestion de ces locaux collectifs résidentiels. Souvent, le bailleur met ces locaux à disposition à la Ville qui les met elles-mêmes à disposition d'associations. Parfois cette mise à disposition entraîne des problèmes dans le temps (locaux non entretenus, usages non prévus / souhaités par la Ville ...). Il faut donc trouver un autre modèle.

Comment construisez-vous votre légitimité à intervenir auprès des acteurs locaux ? Comment est vécue votre intervention ?

Nous n'avons pas fait le choix de l'immersion dans la durée, de type "permanence architecturale ou urbaine". Ce qu'on voudrait essayer de faire, c'est de construire ce collectif d'acteurs locaux, et de venir en animation et en accompagnement à sa réflexion et aux expérimentations. On se rend compte qu'il y a des jeux d'influences entre acteurs locaux (notamment entre associations) qui ne sont pas négligeables, et à cet égard ça peut être utile d'avoir un acteur tiers, extérieur, comme nous. Mais ça reste un pari !

Groupe 2 : (DÉ)FORMATIONS

Toujours dans le cadre du programme TIGA de la Région Ile-de-France, [\(DÉ\)FORMATIONS](#) est une recherche-action de 24 mois pour questionner la formation des élu.e.s aux transitions (écologiques, sociales, démocratiques), co-piloté avec l'Institut Paris Région et mis en oeuvre avec l'agence Partie Prenante et l'agence de design Pratico-Pratiques.

Dans un contexte de réforme de la formation des élu.e.s, on constate que les élu.e.s se forment peu car le système n'est pas bien fait et il y a un questionnement sur la formation autour des enjeux de transition. Notre programme se déroule en deux temps :

- enquêter pour comprendre : qu'est-ce qui ne va pas ? constats + création d'outils pour améliorer leurs formations
- Expérimenter pour changer : des expérimentations sont en préparation avec différents acteurs de la formation, et vont être menées au sein de différentes collectivités.

Questions et remarques :

Comment envisager la posture des cabinets ?

Pour nous, le rôle des cabinets pourrait être d'initier le besoin en formation et le changement vers une posture d'humilité des élus -car la formation est malheureusement souvent vécue comme une manifestation de faiblesse... Plusieurs des membres de cabinets que nous avons interviewé jouent

déjà ce rôle et nous pensons qu'il pourrait être amplifié, qu'ils pourraient "repolitiser" le besoin de se former, initier des stratégies de formation, ouvrir un travail de diagnostic des besoins en formations, etc..

Pour les approches par les jeux sérieux, il y a à Lille le plus grand spécialiste français de la question, Julian Alvarez, avec un profil de chercheur et créateur.

Groupe 3 : NOUVELLES MESURES

[NOUVELLES MESURES](#) est un programme expérimental inter-collectivités visant à décrypter et expérimenter de nouveaux modèles comptables pour soutenir les acteurs publics face à leur responsabilité écologique et sociale, et leur permettre de développer des modes d'intervention compatibles avec les limites planétaires et le bien-être des personnes.

Questions :

Est-ce que ça concerne aussi le budget généré par exemple (ex Brest, Rouen ou Lyon) ?

Oui, il ne s'agit pas que de compta CARE.

Comment faire en sorte que cet outil comptable ne prenne pas le pas sur la pensée, ne pas se faire avaler par une logique comptable ?

Penser permaculture : on n'est pas capable de tout réguler mais en mettant de la diversité on va y arriver, en cherchant les dépassements des modèles.

Il faut réussir à allier la vision ingénieure des choses (vision Carbone) et la vision innovation et finances. L'enjeu pour Clermont par exemple est de transformer la façon dont on pilote la ville pour changer notre système de valeurs.

Comment faire pour porter ces sujets auprès de plus petites collectivités ?

Un groupe miroir va être mis en place pour des collectivités qui seraient intéressées pour suivre le programme sans y participer directement.

Groupe 4 : CAPACITÉS PUBLIQUES

[CAPACITÉS PUBLIQUES](#) vise à expérimenter certaines des pistes mises en avant dans l'enquête collaborative Réflexes publics sur les transformations publiques par temps de crise. Le programme embarquerait 4 à 6 collectivités, pour travailler sur 2 ou 3 mécanismes contribuant à bâtir les capacités publiques post Covid (micro-mobilités professionnelles, management de la subsidiarité, portage d'initiatives ascendantes ou comité de liaison citoyenne).

Questions et remarques :

Le Labo inter institutions Ville et Métro de Grenoble-CD38-CCAS a fait de la micro-mobilité un de ses axes de travail pour l'année 2021. En interne au Département, un dispositif spontané de volontariat d'agents a été mis en place à 3 reprises entre 2020 et 2021 (pour des structures associatives variées en mars 2021, pour des EHPAD en octobre-nombre 2021 et au profit du centre d'appel de vaccination dès janvier 2021). La pérennisation et la structuration d'un dispositif "à l'année" est au travail dans la collectivité.

A la Ville de Grenoble une plateforme a été créée où les agents peuvent noter leurs compétences professionnelles ou personnelles et proposer leur aide lors d'événements. Le sujet du management intermédiaire est intéressant car il est mal maîtrisé.

Corinne IEHL : intéresse par l'axe 4 / synergie entre société civil et administration / longtemps qu'elle réfléchit à des alternative sur marché public / avoir la possibilité d'intégrer des citoyens et créer des chartes communes / longtemps qu'elle expérimente les enquêtes participative avec citoyen sur des choses un peu « fine » comme par exemple quartier / réaménagement urbain / outiller les citoyens par des outils d'enquête et de médiations. / expérimenter à l'échelle d'une commune sur la participation citoyenne dans l'élaboration du marché

Y a-t-il des spécificités propres aux métiers pour la micro mobilité professionnelle ? Comment les agents la perçoivent-ils ? Comment communiquer sur la richesse de cette diversité professionnelle ?

Le Département de l'Isère travaille sur une vision commune et une culture partagée du volontariat.

Proposition d'une nouvelle grille d'adhésion

Un groupe de travail au sein du Conseil d'administration a réfléchi à une nouvelle grille d'adhésion à La 27e Région, présentée à l'AG par Christian Paul.

Constat de départ : l'essentiel des adhésions est le fait de grandes collectivités, disposant de budgets importants, avec plusieurs conséquences : biais dans la sociologie des adhérents et orientation des sujets/terrains (au début La 27e Région a beaucoup travaillé en milieu rural, c'est beaucoup moins le cas aujourd'hui). De petites communautés de communes rurales, des PETR, des labos de recherche, des chaires pourraient être des complices utiles, mais ne parviennent pas à mobiliser les 5000 euros nécessaires.

Proposition :

5 types d'adhésion :

- **1 000€** pour collectivité/ organisme public < 1,5M d'€ de budget annuel.
- **2 500€** pour collectivité/ organisme public entre 1,5M et 10M d'€ de budget annuel
- **5 000€** pour Régions, Départements, Métropoles
- **A partir de 8 000€** (à définir au cas par cas en fonction du groupement) pour Région, Département, Métropole qui a une stratégie d'entraîner des collectivités partenaires sur son territoire. Sorte de «Licence adhésion 27e Région » pour 5 collectivités sur un territoire, dont 1 grosse + des petites.
- **Adhésion solidaire** pour 1 (à 2) collectivité(s) en difficulté/ an. Adhésion gratuite exceptionnelle, permettant de fédérer les adhérents autour d'un sujet de résilience.
- **Adhésions individuelles** : 40€/ an

Engagements :

Pour toutes les adhésions : Possibilité de participer aux activités centre-ressources, de bénéficier du rôle de veille, de sensibilisation, d'orientation et mise en réseau. Participation à la gouvernance. Accès aux web-conférences, voyages d'études, rencontres internationales... En retour l'adhérent s'engage à se rendre disponible pour participer à des programmes, des événements ou à la production de webinaires.

Pour les adhésions à 5 000€ et 8 000€ : Compagnonnage sous la forme d'un temps d'échange régulier avec l'équipe de La 27e Région pour bénéficier de son regard extérieur et de son expertise sur les démarches d'innovation menées.

Pour l'adhésion solidaire : La 27e Région animera des conversations entre les acteurs concernés par le sujet.

Questions et remarques :

L'échange entre adhérents, la dimension de réseau, est une contrepartie intéressante pour les primo-adhérents (cf [réseau breton Bruded](#)). Imaginer des temps d'échanges collectifs pour les petites structures et des temps d'échanges individuels pour les "grosses" ?

L'incitation à la mutualisation des efforts des collectivités est intéressante (on peut aussi imaginer que parfois ce sont des "petites" collectivités qui entraînent les grandes !)

Attention à ne pas perdre, avec cette modalité de "licence", la richesse de la relation "spontanée" et personnelle avec La 27e Région ? De plus, les adhésions "sur cotées" ne risquent-elles pas de créer un "service à deux vitesses" ?

Il semble intéressant d'expérimenter ces nouvelles modalités pendant un ou deux ans et de faire un point ensuite pour estimer leurs effets en termes d'adhésion, d'apports réciproques et de charge de travail pour l'équipe.

=> La nouvelle grille d'adhésion est adoptée par l'AG à titre expérimental pour l'année à venir.

Présentation des éléments financiers : comptes 2020 et budget prévisionnel 2021

Comptes 2020 : résultat + 43 000 euros, légèrement supérieur à 2019, lié à une diminution importante des charges sur l'exercice (études, frais de déplacement ...).

Très légère diminution des adhérents institutionnels mais augmentation des adhérents individuels.

Augmentation des prestations pour les Halles civiques due à l'accompagnement lors de la liquidation.

Moins d'interventions et de formations facturées.

Charges : baisse des charges variables (achat d'études, presta, voyages et déplacements). Charges fixes : baisse de charges salariales de 7% (départ de Julien et Laura + aides de l'État pour l'activité partielle).

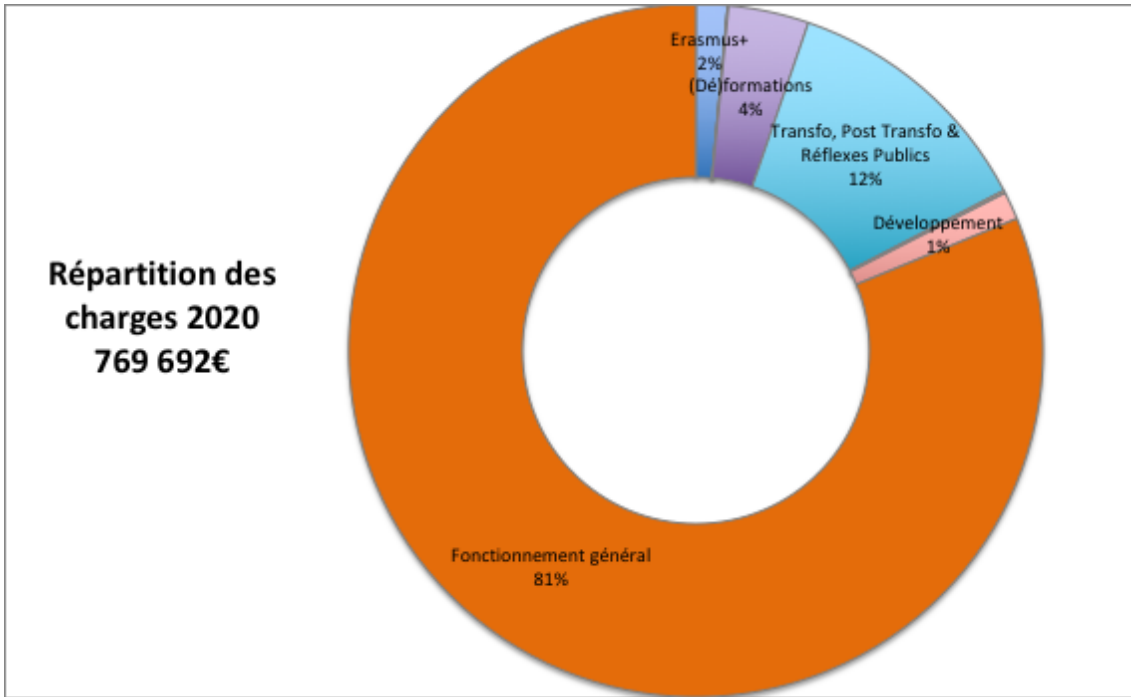
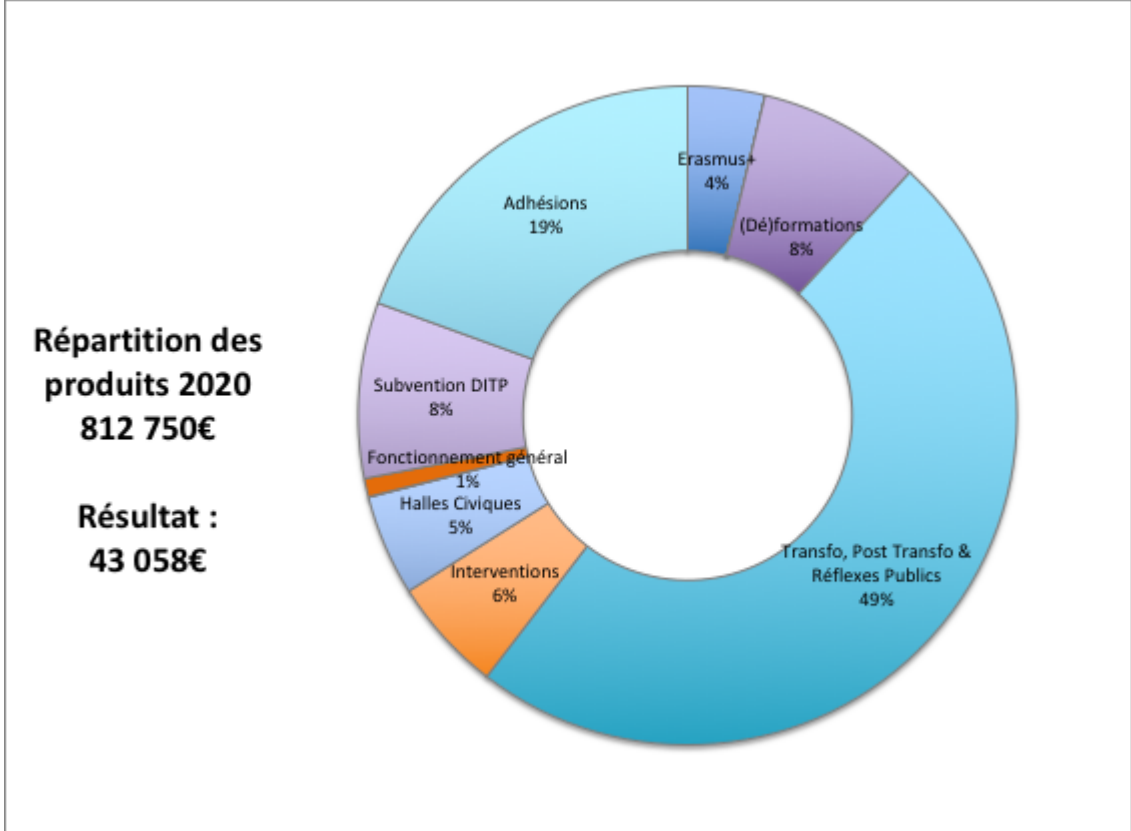
Grosse baisse d'activité "masquée" par le solde du financement Bloomberg = illusion d'optique car en vérité, année qui a été vraiment moindre avec des programmes reportés notamment (Lieux Communs et Juristes embarqués)

Les 60 000 provisionnés pour le livrable de la Transfo en Fonds dédiés a été partiellement basculé en fonds propres. Sur 2021, il n'apparaît donc pas en produits.

Produits constatés d'avance importants : financements pluriannuels (principalement TIGA)

La trésorerie est positive à fin 2020 (supérieur à 700 000€ sur les comptes de la 27e Région, équivaut à fin 2019).

Présentation de la ventilation analytique des comptes 2020 :



Prévisionnel 2021 : toujours baisse d'activités, avec des programmes qui sont décalés dans le temps (Lieux Communs). Il n'y a plus la réserve Bloomberg de 2020, soldée définitivement en février 2021. La reprise du fond dédié n'est plus que de 20 000 euros. Nous prévoyons un déficit de - 70 000€.

On a des fonds propres pour pouvoir couvrir ce déficit, mais il est nécessaire de réfléchir à notre modèle économique.

Appel de Stéphane : plusieurs moyens pour nos adhérents pour nous aider à solidifier notre modèle économique :

- Adhésions ;
- Prestations (si ça n'est pas en concurrence avec notre communauté professionnelle) ;
- Nous associer en amont à la réponse à des appels à projets, y compris européens.

Changement d'expert comptable : Marie Letexier, du Cabinet Audiès, qui s'intéresse beaucoup à la comptabilité multi-capitaux environnementale et sociale.

Départs de certains membres de l'équipe et nouvelles recrues

Laura, qui est partie au premier trimestre 2020, travaille maintenant notamment avec [Aequitaz](#) et sur la recherche-action [Vieillir vivant](#) déployée dans cinq territoires en France, pour collecter des récits et des expériences autour du vieillissement et développer un « prendre soin territorial ». Avec des approches créatives et sensibles, l'équipe s'intéresse aux métiers de l'accompagnement, du soin et de la santé, dont la pratique a été bouleversée par la crise sanitaire, et enquête sur les formes de solidarité informelle et d'entraide développées depuis.

Julien, qui a quitté La 27e Région fin septembre 2020 pour s'installer en Loire-Atlantique, a co-fondé l'agence [Pratico pratiques](#) avec Brice Dury, Norent Saray Delabar, Lilas Ozanne et Frédérique Sonnet, et travaille notamment sur la lutte contre le non-recours aux droits avec Nantes Métropole.

Louise, s'est envolée vers le Sud fin mai 2021, elle est désormais chargée de mission auprès du DGS de la Ville de Marseille.

Emeline, qui a été des nôtres de septembre 2020 à mai 2021, s'est découvert d'autres envies, plus en lien avec le faire et les dynamiques d'urbanisme ou d'architecture participatives.

Roddy, est arrivé début mai pour piloter plusieurs projets, notamment Lieux Communs à Sevrans avec dans son sac à dos : une expérience comme co-fondateur d'une coopérative d'habitants en locatif social à Paris (un commun en quelque sorte), une formation en recherche-action, des ressources ESS, un appareil photo dans la poche de côté. Il aime bien aussi penser/traiter la doc. Sa dernière marotte : le temps (temps/rythme).

Enfin, nous accueillons en ce moment dans l'équipe Aurélie (designer en stage puis en CDD jusqu'à la fin de l'année), Charles (apprenti en comptabilité-gestion) et Suzanne (en stage d'assistante de projets).

Approbation du rapport moral et financier 2020 et validation du budget prévisionnel 2021

Le rapport d'activité 2020, les comptes 2020, le budget prévisionnel 2021 sont approuvés par l'AG.

Le versement d'un intéressement aux salariés, relatif à l'exercice 2020 à hauteur de 50% du résultat, est validé.

Le résultat de l'exercice 2020 est placé en report à nouveau, sans objections.

Présentation de Rebonds

Comment travailler à une relance qui permette de rediriger les politiques publiques dans une approche combinant transition écologique, justice sociale et nouvelles modalités démocratiques ?

Rebonds est un programme expérimental et partenarial visant à nourrir les plans de relance. Il propose à un groupe de collectivités :

- d'explorer des modèles développés et testés dans différents contextes en Europe et ailleurs (donut economy, community wealth building, partenariats public-communs ...),
- d'expérimenter ceux des ces modèles qui résonnent le mieux avec différents contextes locaux (série d'expérimentations distribuées),
- de modéliser et structurer ces approches de manière plus ambitieuse, et de partager ces expérimentations avec différents acteurs européens et internationaux.

Programme "ombrelle", Rebonds englobe certains de nos travaux en démarrage (par ex sur les comptabilités écologiques et sociales). Nous aimerions y embarquer des collectivités d'une diversité de tailles et de contextes, afin de croiser les approches. N'hésitez pas à nous faire signe si vous êtes intéressés pour en savoir plus !

C'est également un support de discussion avec la Fondation Bloomberg Philanthropies ou d'autres fondations, ou dans le cadre du nouveau PIA. France urbaine et l'ARF sont déjà partenaires. Nous aimerions y ouvrir une place pour les chercheurs et prestataires de notre communauté, sous différentes formes de contribution et d'expertise.

Assemblée générale extraordinaire : Modification des statuts + Changement de siège social chez Oasis21, 2 rue de la Clôture, 75019 Paris.

Jean précise qu'on a le quorum.

Précision rapide des évolutions des statuts (détail ci-dessus)*

Validation par l'assemblée générale extraordinaire de la modification des statuts et du changement de siège social.

***Proposition de modification de l'article 1 des statuts de la 27e Région :**

L'association La 27^e Région joue le rôle de « laboratoire d'innovation publique » pour **l'ensemble des les** acteurs publics, et constitue un espace **neutre** **apartisan** et autonome d'expérimentation et de réflexion, conçu dans une logique d'intérêt général et de production d'un bien commun entre les collectivités territoriales et l'État.

L'association a ainsi pour objets principaux de :

- ~~de~~ Conduire des programmes ~~d'aide à la~~ de recherche, **au** et développement ~~et à l'innovation destinés~~ **aux** avec des collectivités territoriales, **à des services de l'État**, ainsi qu'~~à~~ **avec** leurs partenaires publics et privés ;
- ~~d~~ Explorer de nouvelles façons de produire des politiques publiques et territoriales innovantes et soutenables, mobilisant notamment de nouvelles approches issues du design, de l'innovation sociale, de l'interdisciplinarité, de la co-conception, de l'ethnologie, de la culture, de la sociologie et des technologies numériques ;
- ~~de~~ Développer les moyens scientifiques, technologiques, logistiques, méthodologiques et sociaux existants ou à venir à ces fins.

L'association mobilise notamment les moyens d'action suivants :

- ~~Initier~~—Des programmes pluridisciplinaires et des expériences immersives avec ~~les Régions~~, les collectivités territoriales, l'État et leurs partenaires ;
- Une coopération avec des acteurs de l'innovation publique ~~Développer cette démarche~~ à l'échelle interrégionale, européenne et internationale ;
- ~~Entreprendre~~—Un travail de dissémination et de publications open-source ;
- ~~Transférer progressivement les~~—Un transfert progressif des acquis de ce travail auprès des collectivités territoriales, de l'État et de leurs partenaires, ~~et à terme~~, visant à inciter chaque acteur public à se doter de sa propre fonction « laboratoire » ;
- ~~Promouvoir et dispenser des enseignements et des~~ La production de ressources librement accessibles et de formations dans tous les domaines qui correspondent à ses activités.